

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour la récupération de chiffons ainsi qu'à toutes les parties signataires.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 août 2015.

Le Ministre de l'Emploi,
K. PEETERS

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en geldt voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen opgezegd worden mits een opzegging van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van lompen en aan de ondertekenende organisaties.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 augustus 2015.

De Minister van Werk,
K. PEETERS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2015/22361]

6 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour but de modifier la réglementation actuelle relative au cumul d'une pension de survie dans le régime des travailleurs salariés avec d'autres pensions de retraite ou de survie.

1. Objet de l'arrêté royal

Le présent projet d'arrêté royal modifie l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés afin de supprimer le calcul du plafond relatif au cumul avec une pension de survie sur la base des années d'occupation habituelle et en ordre principal.

Actuellement, pour déterminer le plafond qui régit le cumul d'une pension de retraite et d'une pension de survie, la réglementation prévoit la détermination de deux plafonds.

Le premier plafond correspond à 110% du montant de la pension de survie qui aurait été accordée au conjoint survivant si le décédé avait accompli une carrière complète. Afin de déterminer cette pension de survie complète, le montant de la pension de survie est multiplié par la fraction de carrière inverse qui est exprimée en années.

Vu le calcul en années, il est judicieux d'établir un second plafond. Lorsque la pension de survie est basée sur une carrière avec de nombreuses années incomplètes et donc avec des montants de pension bas, le premier plafond ne serait pas une traduction fidèle de l'idée de fixer le plafond de cumul à 110% d'une pension de survie complète.

Le second plafond correspond donc à 110% d'une pension de survie complète alternative. Cette pension de survie complète alternative est obtenue en ne prenant en compte, tant pour le montant que pour le numérateur de la fraction de la carrière, que les années d'occupation habituelle et en ordre principal. Ainsi, les montants de pension des années très incomplètes ne sont pas pris en considération et, en général, un montant de pension plus élevé est obtenu.

La nécessité de calculer un second plafond de cumul ne vaut plus pour les pensions de survie qui ont pris cours à partir du 1^{er} janvier 2015.

En effet, l'importance d'une pension ne sera plus exprimée en nombre d'années d'assurance pension par rapport au nombre d'années d'une carrière complète (par exemple, 44/45^{ème}) mais en jours avec une assurance pension (jours équivalents temps plein) par rapport au nombre de jours d'une carrière complète (par exemple 13.728/14.040).

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2015/22361]

6 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, heeft als doel de huidige reglementering inzake de cumulatie van een overlevingspensioen in het werknemersstelsel met andere rust- of overlevingspensioenen aan te passen.

1. Opzet van het koninklijk besluit

Voorliggend ontwerp van koninklijk besluit wijzigt het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers teneinde de berekening van het grensbedrag inzake cumulatie met een overlevingspensioen op basis van de jaren van gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling af te schaffen.

Om het grensbedrag te bepalen dat de cumulatie van een rustpensioen en een overlevingspensioen regelt, voorziet de reglementering momenteel de bepaling van twee grensbedragen.

Het eerste grensbedrag stemt overeen met 110% van het bedrag van het overlevingspensioen dat aan de langstlevende echtgenoot zou zijn toegekend als de overledene een volledige loopbaan gepresteerd had. Om dat volledig overlevingspensioen vast te stellen wordt het bedrag van het overlevingspensioen vermenigvuldigd met de omgekeerde loopbaanbreuk die wordt uitgedrukt in jaren.

Gezien de berekening in jaren is het zinvol een tweede grensbedrag vast te stellen. Wanneer het overlevingspensioen gebaseerd is op een loopbaan met veel onvolledige jaren en dus met lage pensioenopbrengsten, zou het eerste grensbedrag geen getrouwe weergave zijn van de gedachte de cumulatiegrens vast te leggen op 110% van een volledig overlevingspensioen.

Het tweede grensbedrag stemt dan ook overeen met 110% van een alternatief volledig overlevingspensioen. Dat alternatief volledig overlevingspensioen wordt bekomen door zowel voor het bedrag als voor de teller van de loopbaanbreuk enkel rekening te houden met de jaren van gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling. Daardoor worden de pensioenopbrengsten van zeer onvolledige jaren buiten beschouwing gelaten en wordt over het algemeen een hoger pensioenbedrag bekomen.

Voor de overlevingspensioenen die zijn ingaan vanaf 1 januari 2015 geldt de noodzaak voor de berekening van een tweede cumulatiegrens niet meer.

Het belang van een pensioen zal dan immers niet meer uitgedrukt worden in het aantal jaren met pensioenverzekering ten opzichte van het aantal jaren voor een volledige loopbaan (bijvoorbeeld 44/45^{ste}) maar wel in dagen met pensioenverzekering (voltijdse dagequivalenten) ten opzichte van het aantal dagen voor een volledige loopbaan (bijvoorbeeld 13.728/14.040).

Alors que l'ancienne expression pouvait comporter des années très incomplètes, cela n'est plus le cas avec la nouvelle expression. Dans la nouvelle expression chaque jour est un jour équivalent temps plein alors que dans l'ancienne expression, une année peut comporter de un à 312 jours.

Dès lors, pour les pensions de survie qui prennent cours à partir du 1^{er} janvier 2015, le premier plafond de cumul est calculé sur base de 110% d'une pension de survie complète qui est calculée en multipliant le montant de la pension de survie par la fraction de carrière inverse exprimée en jours.

Il est donc inutile de déterminer un second plafond de cumul. En effet, les réflexions relatives au caractère incomplet d'une pension de survie complète ne tiennent plus.

En réponse à la remarque du Conseil d'Etat dans son avis 57.957/1/V du 4 septembre 2015, on peut remarquer que, suite notamment à la réforme des dispositions relatives à l'unité de carrière, fondée sur la prise en considération des jours équivalents temps plein prestés et assimilés et non des années de carrière, ce plafond de cumul est devenu non pertinent.

En outre, compte tenu de cette réforme et de la gestion des cas depuis le 1^{er} janvier 2015 conformément à cette réforme, le fait que le présent arrêté royal produise ses effets le 1^{er} janvier 2015 n'engendrera aucune décision rectificative défavorable pour les intéressés.

Cette modification de la réglementation produit donc ses effets le 1^{er} janvier 2015 et ceci pour les pensions de survie qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015. L'ancien second plafond est donc maintenu pour les pensions de survie qui sont basées sur des pensions de retraite qui ont pris cours avant cette date et dont l'importance était exprimée en années.

2. Commentaires des articles

L'article 1^{er} apporte deux modifications à l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 précité.

Le 1^o abroge le paragraphe 3 qui fixe le plafond de cumul qui est fondé exclusivement sur les années d'occupation habituelle et en ordre principal.

Le 2^o remplace le paragraphe 4 afin de mettre celui-ci en concordance avec l'abrogation du paragraphe 3.

L'article 2 prévoit que les dispositions de cet arrêté s'appliquent aux pensions de survie qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015. Les pensions de survie qui découlent d'une pension de retraite attribuée avant le 1^{er} janvier 2015 ne sont cependant pas concernées.

L'article 3 fixe la date d'entrée en vigueur du présent projet avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

L'article 4 précise que le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Pensions
D. BACQUELAINE

Conseil d'État, section de législation

avis 57.957/1/V du 4 septembre 2015 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'

Le 22 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 7 septembre 2015,^(*) sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'.

Daar waar de oude uitdrukking zeer onvolledige jaren kon bevatten, is dat niet meer het geval bij de nieuwe uitdrukking. In de nieuwe uitdrukking is iedere dag een voltijdse dagequivalent, terwijl in de oude uitdrukking een jaar 1 tot 312 dagen kan bevatten.

De eerste cumulatiegrens wordt voor de overlevingspensioenen die vanaf 1 januari 2015 ingaan dan ook berekend op basis van 110% van een volledig overlevingspensioen dat berekend wordt door het bedrag van het overlevingspensioen te vermenigvuldigen met de omgekeerde loopbaanbreuk uitgedrukt in dagen.

Het heeft dan ook geen zin meer een tweede cumulatiegrens vast te stellen. De overwegingen inzake de onvolledigheid van een volledig overlevingspensioen gaan immers niet meer op.

In antwoord op de opmerking van de Raad van State in zijn advies 57.957/1/V van 4 september 2015 kan opgemerkt worden dat met name ten gevolge de hervorming van de bepalingen betreffende de eenheid van loopbaan, gebaseerd op de inachtneming van gepresteerde en gelijkgestelde voltijdse dagequivalenten en niet op loopbaanjaren, deze cumulatiegrens irrelevant is geworden.

Bovendien zal, gezien deze hervorming en het beheer van de gevallen sinds 1 januari 2015 conform deze hervorming, het feit dat het huidige koninklijk besluit uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2015 geen nadelige herzieningsbeslissing voor de gerechtigden veroorzaken.

Deze wijziging van de reglementering heeft aldus uitwerking met ingang van 1 januari 2015 en dit voor de overlevingspensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2015 ingegaan zijn. Het oude tweede grensbedrag wordt dus behouden voor de overlevingspensioenen die gebaseerd zijn op rustpensioenen die voor deze datum zijn ingegaan en waarbij het belang uitgedrukt werd in jaren.

2. Commentaar van de artikelen

Artikel 1 brengt twee wijzigingen aan in het artikel 52 van het voormeld koninklijk besluit van 21 december 1967.

De bepaling onder 1^o heft paragraaf 3 op dat de cumulatiegrens vastlegt die uitsluitend gegrond is op de jaren met gewoonlijke en hoofdzakelijke tewerkstelling.

De bepaling onder 2^o vervangt paragraaf 4 teneinde deze in overeenstemming te zetten met de opheffing van paragraaf 3.

Artikel 2 voorziet dat de bepalingen van dit besluit van toepassing zijn op de overlevingspensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2015 zijn ingegaan. De overlevingspensioenen die voortvloeien uit een rustpensioen toegekend vóór 1 januari 2015 worden echter niet getroffen.

Artikel 3 legt de datum van inwerkingtreding van dit besluit met terugwerkende kracht vast op 1 januari 2015.

Artikel 4 preciseert dat de minister bevoegd voor Pensioenen belast is met de uitvoering van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Pensioenen,
D. BACQUELAINE

Raad van State, afdeling Wetgeving

advies 57.957/1/V van 4 september 2015 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'

Op 22 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 7 september 2015,^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'.

Le projet a été examiné par la chambre des vacations le 18 août 2015. La chambre était composée de Jo Baert, président de chambre, Koen Muylle et Patricia De Somere, conseillers d'État, Bruno Peeters, assesseur, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Wendy Depester, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 septembre 2015.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également une observation sur un autre point. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif du projet.

Portée et fondement juridique du projet

2. Consécutivement à la loi du 19 avril 2014 'modifiant diverses dispositions relatives au régime de pension des travailleurs salariés compte tenu du principe de l'unité de carrière', l'unité de carrière est exprimée en jours et non plus en années en ce qui concerne les pensions de survie prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2015. Depuis le 1^{er} janvier 2015, le plafond de cumul est calculé, pour les pensions de survie prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2015, sur la base de 110% d'une pension de survie complète, multiplié par la fraction de carrière inverse exprimée en jours.

Il s'ensuit que le plafond de cumul fixé à l'article 52, § 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 est devenu superflu. En effet, les réflexions relatives au caractère incomplet d'une pension de survie complète ne sont plus pertinentes.

Dès lors, le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'abroger l'article 52, § 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 'portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés' (ci-après : l'arrêté royal du 21 décembre 1967) à partir du 1^{er} janvier 2015 et, consécutivement à cette abrogation, d'apporter une petite modification technique à l'article 52, § 4, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967.

3. Le projet d'arrêté trouve son fondement juridique dans l'article 20 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 'relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés'.

Examen du texte

Article 3

4. Conformément à l'article 3 du projet, « le présent arrêté entre en vigueur (lire : le présent arrêté produit ses effets) le 1^{er} janvier 2015.

Il ressort de la jurisprudence constante de la section de législation du Conseil d'État, que l'attribution d'un effet rétroactif à des arrêtés n'est admissible que sous certaines conditions, à savoir lorsqu'il existe une base légale à cet effet, lorsque la rétroactivité se rapporte à une règle qui accorde des avantages, dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

Dans la mesure où, par rapport à la disposition à abroger, le régime en projet pourrait être plus désavantageux pour certains pensionnés, il convient d'adapter la date d'entrée en vigueur du nouveau régime.

Le greffier,
Wim Geurts

Le président
Jo Baert

—
Note

(*) Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 18 augustus 2015. De kamer was samengesteld uit Jo Baert, kamervoorzitter, Koen Muylle en Patricia De Somere, staatsraden, Bruno Peeters, assessor, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy Depester, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 september 2015.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Daarnaast bevat dit advies ook nog een opmerking over een ander punt. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling Wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van het ontwerp heeft kunnen verrichten.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Ingevolge de wet van 19 april 2014 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het pensioenstelsel voor werknemers rekening houdend met het principe van de eenheid van loopbaan', wordt de eenheid van loopbaan, wat betreft de overlevingspensioenen die ingaan vanaf 1 januari 2015, in dagen in plaats van in jaren uitgedrukt. Het cumulatief plafond wordt vanaf 1 januari 2015, voor de overlevingspensioenen die vanaf 1 januari 2015 ingaan, berekend op basis van 110% van een volledig overlevingspensioen, te vermenigvuldigen met de omgekeerde loopbaanbreuk uitgedrukt in dagen.

Hierdoor is het cumulatief plafond bepaald in artikel 52, § 3, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 overbodig geworden. De overwegingen inzake de onvolledigheid van een volledig overlevingspensioen gaan immers niet meer op.

Het om advies voorgelegd ontwerp van koninklijk besluit strekt er dan ook toe artikel 52, § 3, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 'tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers' (hierna: het koninklijk besluit van 21 december 1967) met ingang van 1 januari 2015 op te heffen, en, naar aanleiding van deze opheffing, een kleine technische wijziging aan te brengen in artikel 52, § 4, van het koninklijk besluit van 21 december 1967.

3. Het ontwerp van besluit vindt rechtsgrond in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 'betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers'.

Onderzoek van de tekst

Artikel 3

4. Overeenkomstig artikel 3 van het ontwerp "treedt dit besluit in werking op (lees: heeft dit besluit uitwerking met ingang van) 1 januari 2015".

Uit vaste adviespraktijk van de Raad van State, afdeling Wetgeving, volgt dat terugwerkende kracht van besluiten slechts onder bepaalde voorwaarden toelaatbaar is, met name ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke machtiging bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent, of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking van de diensten en erdoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast.

Voor zover de ontworpen regeling, in vergelijking met de op te heffen bepaling, nadeliger zou kunnen zijn voor bepaalde gepensioneerden, dient de datum van inwerkingtreding van de nieuwe regeling te worden aangepast.

De griffier
Wim Geurts

De voorzitter
Jo Baert

—
Nota

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege wordt verlengd met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

6 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, l'article 20, modifié par la loi du 15 mai 1984;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Office national des Pensions, donné le 27 avril 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2015;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis n° 57.957/1/V du Conseil d'Etat, donné le 4 septembre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pensions et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, remplacé par l'arrêté royal du 21 mai 1991, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est abrogé;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Il n'est pas tenu compte, lors de la détermination de la somme visée au § 2, du montant du supplément. ».

Art. 2. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux pensions de survie qui ont pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015 et, le cas échéant, découlent d'une pension de retraite qui a pris cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2015.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 4. Le ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

D. BACQUELAINE

6 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Pensioenen, gegeven op 27 april 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juli 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2015;

Gezien de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies nr. 57.957/1/V van de Raad van State, gegeven op 4 september 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, vervangen door het koninklijk besluit van 21 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt opgeheven;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. Bij de vaststelling van de in § 2 beoogde som wordt geen rekening gehouden met het bedrag van het supplement.”.

Art. 2. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de overlevingspensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste zijn ingaan op 1 januari 2015 en, desgevallend, voortvloeien uit een rustpensioen dat daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste is ingegaan op 1 januari 2015.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 4. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

D. BACQUELAINE